

**Le 6 février 2014,**

## **Rassemblement 11h30 devant le siège du MEDEF**

**Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent les salariés, les retraités, les privés d'emplois à manifester pour exiger une vraie politique sociale.**

**C**e gouvernement n'a de cesse de faire des cadeaux au patronat au nom de l'emploi sauf que cette vieille recette ne marche pas la preuve aujourd'hui notre pays affiche un taux de chômage de 5 millions.

- ⇒ Les Cadeaux au patronat : 20 milliards d'euros dans le cadre du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emplois) payés par l'augmentation du taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier.
- ⇒ L'A.N.I. (Accord National Interprofessionnel) qui donne la possibilité au patronat de licencier plus facilement et précarise encore plus le parcours professionnel des travailleurs en dérégulant le temps de travail.
- ⇒ Nouveau cadeau de 35 milliards d'euros par l'exemption du paiement des cotisations de la branche famille marque la volonté du Gouvernement de détruire la Sécurité sociale.
- ⇒ Santé : maintien des dépassements d'honoraires par les professionnels de la santé, maintien de la loi Bachelot HPST (Hôpital Patients Santé Territoires) qui entraîne la fermeture des services et la suppression de personnels comme au CHU de Bordeaux, qui affiche un déficit de 14 millions d'euros.  
Pour le résorber la Direction vient d'annoncer des fermetures de lits, le non renouvellement des CDD, le développement de l'ambulatoire, ou comme à l'hôpital de Langon où un plan de retour à l'équilibre entraîne, entre autre, 30 fermetures de lits.
- ⇒ Dégâts dans les Services Publics : la MAP (Modernisation de l'Action Publique) poursuit le démantèlement engagé par la RGPP (Révision Générales des Politiques Publiques) du précédent Gouvernement, suppression massive d'emplois, dégradation des conditions de travail des agents et de la qualité des services offerts.
- ⇒ Fermetures d'entreprises et suppressions d'emplois poussent des centaines de milliers de personnes au chômage qui culmine déjà à plus de 5 millions en France. Dans les petites, moyennes ou grandes entreprises, chez les sous-traitants où les donneurs d'ordre, tous les salarié-e-s sont touché-e-s, dans l'industrie, la chimie, le commerce, les transports,...
- ⇒ Pas de véritable politique de logement social.
- ⇒ Retraite, la Réforme Ayrault votée à l'Assemblée nationale, identique à la réforme Fillon, signée par la CFDT, la CFTC, la CGC qui impose le recul de l'âge de départ à la retraite, provoque la paupérisation des retraités par la baisse des pensions touchant principalement les femmes.
- ⇒ Chômage : les négociations entre « partenaires sociaux » sur les règles de l'assurance chômage s'ouvrent aujourd'hui avec à la clé de nouvelles règles d'indemnisation des intermittents du spectacle et des privés d'emploi. La baisse de la durée, du montant et/ou de leur indemnisation est inacceptable, tout comme leur non consultation lors des négociations.
- ⇒ Avec «le pacte de responsabilité », le Gouvernement continue de tromper le monde du travail, aucune garantie n'est prévue sur la création d'emplois. L'annonce de 50 milliards d'euros de baisse de la dépense publique pour 2017 est inadmissible, c'est la destruction de milliers d'emplois dans les trois versants de la fonction publique !

Pour nos organisations syndicales, la fonction publique est un puissant levier pour combattre les inégalités en ces temps de crise économique, elle est source de richesses, il faut assurer des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire.

Il faut aussi une politique industrielle ambitieuse respectueuse de l'environnement, pour la création des richesses, ce qui permettra de créer des emplois de qualités.

Les politiques d'austérité inscrivent notre pays dans des reculs sociaux graves, dégradent les conditions de travail, augmentent encore plus la souffrance au travail.

**Le 6 février, toutes et tous dans la rue !**  
**Rassemblement 11h30**  
**devant le siège du MEDEF**  
**(41 Rue Durieu de Maisonneuve, à Bordeaux)**  
**Pour manifester ensuite devant la Fédération de Gironde**  
**du PS !**

**Pour sortir de cette crise,**  
**Une autre répartition des richesses s'impose**

- ⇒ **SMIC à 1 700 euros et augmentation des salaires du privé et du public.**
- ⇒ **Plein emploi qualifié, formation professionnelle de haut niveau, généralisation des CDI, refus de la précarité, de la flexibilité et des temps partiels imposés.**
- ⇒ **Création de postes et organisation d'un vaste plan de titularisation dans la fonction publique**
- ⇒ **Exigeons une véritable réforme d'une fiscalité équitable et refusons l'augmentation de la TVA**
- ⇒ **Refusons l'ouverture généralisée des grandes surfaces le dimanche**
- ⇒ **Contre l'allongement du temps de travail**
- ⇒ **Pour l'égalité au travail entre les hommes et les femmes**
- ⇒ **Pour financer une protection sociale de haut niveau**